Comment contribuer, en Algérie, à une nouvelle vague de transformation réussie de l'ordre international

dimanche 6 octobre 2013, par BELALLOUFI Hocine (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2013).

Intervention à la rencontre « Le Sud, quelles alternatives ? », Alger, le samedi 28 septembre 2013.

Le caractère éminemment politique du sujet nous dicte, tant par honnêteté intellectuelle que par souci de cohérence politique, d'indiquer très précisément d'où l'on parle car les forces qui aspirent et agissent pour la transformation de l'ordre international sont nombreuses et variées et leurs intérêts souvent différents voir parfois contradictoires, même si elles peuvent converger dans certains circonstances historiques et jusqu'à un certain point.

Le contenu de mon intervention s'inscrit ainsi dans la dynamique des mouvements populaires, des mouvements sociaux et politiques d'en bas – c'est-à-dire qui ne sont pas, en Algérie aujourd'hui, au pouvoir – sans prétention aucune à les représenter ici et encore moins à parler en leurs noms.

1. La guerre de libération nationale du peuple algérien :

• a mis un terme à une domination coloniale française de 132 années,

• Elle a largement contribué au démantèlement de l'Empire colonial français – qui continue néanmoins d'exister à ce jour – et, plus généralement, à celui de l'ordre colonial mondial.

2. La guerre a mis un terme à la domination coloniale, mais elle n'a pas mis fin à la domination impérialiste. L'Algérie indépendante restait, au sein du système capitaliste international duquel elle ne pouvait s'extraire, un pays dominé par les grandes puissances du centre en général et française en particulier. Ainsi, à l'ancienne domination directe du colonialisme français se substituait une domination indirecte exercée conjointement par le système économique capitaliste mondial et par son corollaire politico-militaire, le système impérialiste, les deux relayés par des forces sociales internes relativement faibles au départ.

3. Le combat anti-impérialiste qui avait jusque-là pris la forme d'un combat anticolonialiste **se poursuivait donc dans de nouvelles conditions** marquées en premier lieu par un rapport de forces bien plus favorable au peuple algérien, rapport de forces favorable matérialisé par l'existence d'un Etat indépendant.

4. L'enjeu politique principal du combat de la nouvelle étape résidait dans la question de savoir si le nouvel Etat serait en mesure de résister à l'offensive impérialiste, française en premier lieu, qui visait à l'instauration d'un régime néocolonial.

5. A l'indépendance, et en dépit de leurs différences importantes que nous n'avons pas le temps de

souligner ici, les régimes de Ben Bella et de Boumediene qui se succèderont sur un peu plus d'une quinzaine d'années n'étaient **pas démocratiques**. Je ne fais pas tant référence ici aux élections, même si cette question devra faire l'objet d'une clarification au vu de la confusion qui règne à son endroit, qu'à la volonté permanente des pouvoirs en place de restreindre les libertés démocratiques : interdiction des droits de grève, de réunion et d'organisation politique, absence de liberté d'expression et, surtout, tentatives permanentes de caporaliser l'UGTA et l'UNEA, principales organisations de masse du mouvement populaire.

De telles restrictions ne pouvaient qu'entraver la participation directe des masses à la résistance anti-impérialiste et, partant de-là, affaiblir considérablement cette dernière.

6. Mais ce caractère non démocratique des régimes de Ben Bella et de Boumediene ne les empêchaient nullement d'être légitimes et ce, pour deux raisons :

• la première est qu'en dépit de crises nombreuses et importantes qui avaient provoqué un éclatement de la direction du FLN en 1962, ceux qui se retrouvaient à la tête de l'Etat avaient mené la guerre de libération nationale. Ils possédaient, à ce titre, une légitimité historique.

• la seconde source de leur légitimité provenait de leur orientation politique qui, en dépit de leurs différences, leur faisait poursuivre le combat visant à faire barrage au projet néocolonial. Cette ligne se déclinera, sur le plan extérieur, en un soutien aux luttes de libération nationale et aux mouvements révolutionnaires dans le monde, en une contestation de l'ordre économique et politique mondial par une participation active au Mouvement des non-alignés, à l'OPEP, etc. Sur le plan interne, elle passera par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de développement économique et social visant à doter l'indépendance politique de l'Etat d'une assise matérielle solide.

7. Ainsi et durant les deux premières décennies de l'indépendance (1962-1978), le pouvoir politique et les masses populaires combattront conjointement, en dépit de contradictions réelles, la domination impérialiste. Existait alors un camp anti-impérialiste d'en bas et d'en haut. Un des exemples les plus emblématiques de cette résistance conjointe étant celui de l'autogestion qui verra les ouvriers agricoles, soutenus par l'UGTA, l'UNEA et toutes les forces progressistes, prendre possession des grands domaines coloniaux pour les faire fonctionner et empêcher ainsi leur confiscation au profit de nouveaux Seigneurs de la terre algériens alors que le pouvoir de Ben Bella adoptait les décrets sur l'autogestion en vue de les protéger des attaques de forces bourgeoises, en dehors et au sein du régime. Autre exemple de résistance conjointe : la nationalisation des hydrocarbures par le régime de Boumediene en 1971 qui verra les ouvriers, techniciens, ingénieurs et cadres algériens relever le défi en prenant au pied levé la relève de leurs homologues étrangers partis sur ordre des sociétés françaises.

8. Les contradictions de ce projet de développement souverain, les limites historiques de sa direction sociale et politique, le renforcement d'une bourgeoisie privée de plus en plus offensive et soutenue par des courants politiques dominants à l'intérieur même du régime, les pressions impérialistes et l'incapacité des forces de gauche à imposer leur indépendance politique à leur partenaire du pouvoir au sein du Front-Uni anti-impérialiste amèneront :

• à une contestation puis à une remise en cause de l'hégémonie de la fraction étatique de la bourgeoisie au profit de la fraction privée de cette même classe,

• à l'arrêt par le pouvoir du projet de développement souverain,

• à la mise en œuvre progressive, entrecoupée de pauses, d'une politique d'infitah, c'est-à-dire de libéralisation interne de l'économie et d'insertion soumise assumée à la logique de l'économie

capitaliste mondiale,

• à la substitution d'une dynamique de coopération et de collaboration et, finalement, d'acceptation de l'ordre impérialiste mondial à l'ancienne politique de contestation de la domination impérialiste pouvant mener à des affrontements politiques même partiels avec les grandes puissances.

9. Une telle orientation impliquait :

• une remise en cause de nombreux acquis sociaux arrachés ou octroyés au cours des premières décennies de l'indépendance,

• une attaque, au sein même du régime, des forces qui refusaient de renoncer au projet souverain,

• une attaque visant à infliger une défaite historique au mouvement populaire anti-impérialiste. Cela prendra la forme :

• d'un désarmement politique et idéologique de ce mouvement par le recours de plus en plus systématique à la religion pour décrédibiliser aux yeux des masses le discours socialiste et progressiste, faire régresser les droits des femmes et renforcer le patriarcat, et par l'utilisation du courant islamiste pour briser les mouvements démocratiques, sociaux et les forces politiques de gauche,

• d'une répression des luttes populaires (grèves, révoltes…), des luttes démocratiques (défenseurs des droits de l'Homme, enfants de chouhada…) et des partis progressistes,

• d'une expulsion de toutes les positions institutionnelles conquises au cours de la phase précédente par des militants de gauche et anti-impérialistes : article 120 pour mettre l'UGTA et l'UNJA au pas,

10. Ces attaques contre les forces progressistes, la victoire des libéraux au sein du régime à la faveur de l'explosion populaire d'octobre 1988, la montée inexorable de l'islamisme puis la guerre civile où les masses résisteront passivement ou activement placeront sur la défensive un mouvement populaire anti-impérialiste en situation de détresse alors même que les difficultés économique découlant de la libéralisation alliées aux pressions croissantes du FMI, de la Banque mondiale, des Clubs de Paris et de Londres… amèneront les autorités à la reddition par la signature du Plan d'ajustement structurel (PAS), la dissolution de nombreuses entreprises publiques avec son cortège de licenciements et l'acceptation de la privatisation d'autres sociétés nationales, la substitution d'un monopole privé sur le commerce extérieur en lieu et place de l'ancien monopole d'Etat, etc.

11. Les années 2000 verront une accélération des politiques néolibérales qui se traduiront par :

• le bradage ou la mise à l'arrêt, au profit des multinationales, d'entreprises publiques stratégiques à l'instar du complexe sidérurgique d'El Hadjar et de ses mines, de Simas, Asmidal, Sidal…

• le remboursement rubis sur ongle d'une dette déjà remboursée plusieurs fois,

• la poursuite de la politique de désindustrialisation qui a fait passer en trente années la part de l'industrie dans la PIB de 26% à 4% en 2012 !

• la réduction de l'économie algérienne au commerce et à l'importation comme l'illustrent les derniers chiffres officiels du commerce extérieur qui se caractérisent par une explosion du montant des importations,

• la remise en cause des barrières de défense de l'économie nationale par la signature de l'accord d'association avec l'UE, l'adhésion à la zone arabe de libre-échange, les négociations d'adhésion à l'OMC…

• le bradage des hydrocarbures par la loi Khelil qui sera finalement gelée avant d'être amendée…

Les quelques mesures dites de « patriotisme économique » adoptées à compter de 2009 s'avèreront trop insuffisantes et inconséquentes pour arriver à inverser la tendance générale à l'œuvre depuis 1980.

12. Aujourd'hui, trente années après le lancement de l'infitah, le régime algérien ne peut être qualifié de simple relais de l'impérialisme comme le sont d'autres régimes de la région : Arabie Saoudite, Qatar, Maroc… Mais il a renoncé à remettre en cause le système de domination économique et n'est plus porteur d'un projet de développement souverain. Il collabore au contraire à un système économique en crise qu'il aide en prêtant d'importantes sommes au FMI (5 mrds de dollars), en plaçant les réserves financières du pays à l'étranger, en important massivement des marchandises produites ailleurs…

Sur le plan politique extérieur, il a renoncé à contester l'ordre impérialiste en collaborant avec l'OTAN, en servant d'auxiliaire de police à la forteresse Europe qu'il protège des vagues d'immigrants venus d'Afrique, en adhérant à l'Union pour la Méditerranée aux côtés d'Israël, en adoptant des postures modérées sur des questions politiques où l'Algérie était traditionnellement en pointe (Sahara Occidental, Palestine…), en adoptant un profil bas face à l'agression de la Libye par l'OTAN et de la Syrie par l'impérialisme et la réaction régionale arabe et turque…

Sur le plan politique interne, il entrave l'éclosion d'un mouvement populaire sur lequel il pourrait s'appuyer, s'il en avait la volonté, afin de faire face aux puissances impérialistes. Il est clair que le régime n'a plus la volonté de contribuer à une nouvelle vague de transformation réussie de l'ordre international.

13. Nous pouvons affirmer que le mouvement anti-impérialiste en Algérie, tant au sein du régime qu'à celui du mouvement populaire, a subi une défaite historique. Plus vite nous l'admettrons, plus vite nous pourrons le reconstruire. Car il n'y a pas d'alternative. Il ne faut pas être pessimiste car il subsiste un mouvement populaire dynamique et combatif alors que des hommes et des femmes présents dans les institutions politiques, économiques et sociales, y compris au sein du régime, ne sont pas prêts à abdiquer face à l'impérialisme.

14. Dans ces conditions que faire ? Sans avoir la prétention d'apporter une réponse exhaustive à cette question, il apparaît qu'il faut reconstruire le camp anti-impérialiste par le bas. Il ne s'agit pas de créer *ex-nihilo* un nouveau mouvement anti-impérialiste, mais de partir des mouvements sociaux réellement existants (syndicats, associations, mouvements divers) et d'agir afin qu'ils prennent conscience qu'au-delà de leurs revendications propres, ils forment les détachements d'un nouveau mouvement anti-impérialiste. Cette tâche incombe aux forces politiques progressistes.

Plus le mouvement populaire sera fort, plus des forces seront susceptibles de se radicaliser au sein du régime pour épauler sa résistance anti-impérialiste.

15. On observe ainsi que **l'une des questions essentielles** auxquelles ce mouvement populaire anti-impérialiste est confronté est celle de **son rapport aux fractions de classes dominantes qui ne sont pas compradores**. Comment gérer la relation d'unité et de lutte entre les anti-impérialistes d'en bas et ceux d'en haut ?

Nous pouvons avancer quelques pistes. La première consiste à soutenir toute mesure du gouvernement ou d'autres institutions de l'Etat qui s'inscrivent dans le sens d'un projet souverain. Citons les mesures récentes de prise de participation majoritaire de l'Etat au sein du complexe sidérurgique d'Annaba, la décision de préempter des entreprises comme OTA ou Michelin, la volonté de relancer la production des mines de fer et de charbon dans le sud-ouest, de poursuivre la réouverture des cantines scolaires, de refuser l'ouverture de bases militaires étrangères et de s'associer à l'agression de la Libye par l'OTAN, d'envoyer des troupes guerroyer au Mali ou de cautionner l'agression impérialiste contre la Syrie…

La seconde piste consiste à encourager le régime à s'engager un peu plus loin, si ce n'est dans la perspective d'un projet souverain, du moins dans celle de sauvegarder ce qui peut l'être. Cet encouragement passe par la critique des effets désastreux des politiques suivies et par l'avancée de propositions alternatives. Mais il passe aussi et surtout par le soutien aux luttes populaires afin de contraindre les classes dominantes et leur pouvoir à renoncer à certains aspects de leur politique. Les grèves des travailleurs de la fonction publique ont contraint le gouvernement à mener une politique salariale contraire à sa doctrine néolibérale. Les révoltes sociales le dissuadent à ce jour de remettre en cause d'importants acquis sociaux comme la non-indexation des prix de l'énergie sur ceux du marché mondial, le soutien reconduit aux prix de certains produits de première nécessité, une aide multiforme au logement, le maintien même partiel de la gratuité de l'éducation et de la santé… Citons également le cas d'un ministre ultralibéral qui proclame que *« le secteur privé doit devenir la règle et le secteur public l'exception »*, mais qui inaugure sa prise de fonction par une mesure de déprivatisation même partielle du complexe d'El Hadjar.

La troisième piste consiste à aider le mouvement populaire anti-impérialiste à se constituer en alternative politique et à se porter candidat au pouvoir. Son rôle ne se réduit pas en effet à soutenir quelques mesures gouvernementales limitées et inconséquentes et à soumettre des propositions qui peuvent rester dans les tiroirs. Il ne se limite pas davantage à contraindre conjoncturellement le gouvernement à renoncer à tel ou tel aspect de sa politique.

Face à l'incapacité des classes dominantes et de leur pouvoir à porter de façon conséquente et déterminée un projet souverain, les classes populaires doivent se doter de leur propre projet qui s'articule autour de trois principes organiquement liés : la défense de l'indépendance nationale menacée, la conquête de la justice sociale dans le sens d'une répartition équitable du revenu national et l'instauration de la démocratie. Le tout s'inscrivant dans une stratégie historique longue de dépassement du système capitaliste et de sa civilisation par la construction du socialisme.

Je voudrais conclure ici sur la question de la démocratie. On accuse à juste titre les néolibéraux de promouvoir la pensée unique en matière économique. Il semble que la démocratie provoque le même effet. Pour certains, elle est le *nec plus ultra* de la civilisation humaine, son horizon indépassable. Pour d'autres en revanche, elle constitue l'arme fatale au moyen de laquelle l'impérialisme tente de nous désarmer idéologiquement. Ces deux visions sont aussi fausses l'une que l'autre.

Nous ne devons en aucun cas idéaliser la démocratie, la démocratie parlementaire bourgeoise en particulier, ni le combat démocratique. C'est ainsi que dans la Russie des soviets confrontée, de 1917 à 1921, à une guerre civile et à de multiples interventions militaires impérialistes, la question de la démocratie formelle pouvait être un cheval de Troie de l'impérialisme et de la contre-révolution. De même que la tâche première des anti-impérialistes syriens consiste à mettre en échec l'agression armée de l'impérialisme et de ses alliés régionaux et locaux. Or, aucun régime n'est démocratique dans les situations de guerre. C'est pourquoi la centralisation et la discipline la plus grandes sont requises dans de telles circonstances.

Mais en temps de paix, comment ne pas voir l'avantage que constitue un régime démocratique pour le mouvement anti-impérialiste d'un pays ? La démocratie n'est pas nécessaire aux capitalistes pour pénétrer les pouvoirs politiques, acheter les élus et s'emparer du pouvoir. Mais la démocratie constitue un avantage pour les larges masses qui peuvent, lorsqu'elles disposent des libertés, penser, se réunir, lutter, s'organiser et porter leur propre projet. Il existe une tradition gauchiste qui découple et oppose les libertés démocratiques à la démocratie. Ils veulent bien des premières, mais pas de la seconde et fustigent et tournent en dérision les élections.

Pourtant, comment ne pas voir là aussi que les élections, si on ne les réduit pas au moment où le citoyen glisse son bulletin dans l'urne, constituent un moment particulièrement propice à la politisation des masses. Observons comment, au Venezuela par exemple, les campagnes électorales voient les camps opposés prendre forme et apparaître clairement aux yeux même des éléments les moins avancés politiquement, grâce à la confrontation des points de vue, aux meetings d'explication, aux débats contradictoires… C'est dans ces moments de lutte politique intense et ouverte que les yeux de nombre d'exploités et de dominés se dessillent, qu'ils accèdent à la conscience et qu'ils participent la lutte politique voire se rassemblent avec leurs semblables.

Comparons la vitalité du mouvement anti-impérialiste vénézuélien, sans vouloir le moins du monde le mythifier, qui permet au pouvoir de ce pays de s'appuyer sur des masses conscientes, organisées et déterminées pour résister à la domination impérialiste et les difficultés rencontrées par des régimes qui, à l'instar de ceux de Kadhafi et d'El Assad, s'opposent à juste titre à l'impérialisme tout en entravant la libre organisation et la politisation de leurs propres peuples. Ce refus de permettre aux masses de s'exprimer, de s'organiser et de lutter a pourtant des effets aussi dramatiques sur la résistance à l'impérialisme que les politiques néolibérales que ces mêmes régimes ont mené contre leurs propres peuples.

Dénoncer la démocratie, au nom de la résistance anti-impérialiste, sous prétexte que l'impérialisme agresse les peuples au nom de ce principe revient en réalité à soutenir les représentants politiques de fractions de classes anti-impérialistes certes, mais de fractions de classes dominantes autoritaires qui refusent toute autonomie au mouvement populaire. Ces couches ne peuvent mener le camp anti-impérialiste qu'à la défaite.

Le mouvement populaire anti-impérialiste doit combattre pour la démocratie, une démocratie nouvelle, c'est-à-dire anti-impérialiste et sociale, qui dépasse le cadre étroit et formel de la démocratie parlementaire. C'est le seul moyen de ne pas rester otage de régimes dictatoriaux qui ne deviennent objectivement anti-impérialistes que lorsque leur survie est en jeu, mais qui n'ont pas hésité un seul instant, par le passé, à collaborer avec les grandes puissances qui agressaient les peuples de la région et à imposer des politiques antisociales à leurs propres peuples.

Hocine Belalloufi